



MENTION

M

B30775

05/05/2008

L080065571.01

CASH

Tarif : 801

R

Nom de la société: Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat Luxembourg

Siège social: 1, Place de Metz - Luxembourg

No du registre de Commerce : B 30775

Le Bilan avec les comptes annuels non-consolidés au 31.12.2007

enregistré à Luxembourg le 30/4/2008

référence: LSCP / 43768

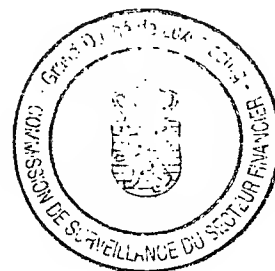
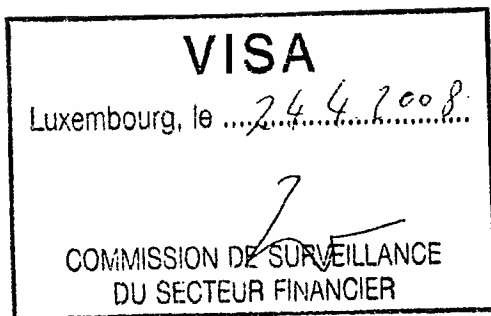
a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg

le 5/5/2008

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations

Luxembourg, le 5/5/2008

Signature:



B30775

05/05/2008 L080065571.02

CASH Tarif : 801 R

\$

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG

Siège Central:
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856)
et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)

Comptes annuels 2007

06-05-2008



RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE

A partir de l'exercice 2007, la BCEE présente, en complément à ses comptes annuels sous le référentiel comptable luxembourgeois, des comptes consolidés sous le référentiel IFRS. Les comptes consolidés incluent les filiales ainsi que les sociétés associées. Les chiffres émanant des comptes annuels ne sont donc pas comparables à ceux émanant des comptes consolidés, établis à référentiel et à périmètre différent.

L'expansion économique s'est poursuivie en 2007 dans la zone euro, mais à un rythme légèrement plus lent que l'année précédente. La hausse des taux d'intérêt, l'appréciation de l'euro, la flambée des prix de l'énergie, les turbulences suscitées par la crise financière du « subprime » aux Etats-Unis ainsi que le durcissement des conditions de crédit qui en a résulté sont autant de facteurs qui ont freiné l'expansion. La Banque centrale européenne (BCE) a augmenté, moyennant deux hausses de chaque fois 0,25% le 8 mars, respectivement le 7 juin, son taux de refinancement à 4,0% au cours de l'année. Le taux réel à court terme a été positif pendant toute l'année sous revue avec un taux d'inflation de 2,1%.

Tout comme les années précédentes, de nouvelles niches de croissance ont été exploitées avec succès par la place financière du Luxembourg comme en témoignent la progression de la somme des bilans ainsi que des capitaux sous gestion, de la marge d'intérêt et des revenus de commissions de l'ensemble des banques. La progression substantielle du résultat sur intérêts, y compris les dividendes perçus sur les filiales, résulte principalement de l'évolution favorable des activités d'intermédiation et de la perception de dividendes relatifs aux réseaux de filiales des banques luxembourgeoises. La progression du résultat sur commissions témoigne de la vigueur des activités de gestion patrimoniale durant l'année écoulée.

Pour la BCEE, cette évolution s'est traduite par une croissance du résultat net de 7,3% à 117,0 millions d'euros (croissance de 27,6% à 201,7 millions d'euros dans les comptes consolidés). Ce bénéfice a été généré grâce au dynamisme de l'ensemble des activités de la Banque. Le résultat sur marge d'intérêt a sensiblement progressé en raison de l'augmentation des taux de rendement à court terme et les commissions ont bénéficié des bonnes performances boursières au courant du premier semestre 2007.

L'ensemble des coûts, qui englobent les frais généraux et les corrections de valeur sur actifs corporels, ont pu être maîtrisés et leur progression a été limitée à 2,4% (2,2% dans les comptes consolidés).

Le plan d'investissement important dans les grands projets stratégiques commerciaux, réglementaires et de gestion des risques a été poursuivi tout au long de l'exercice 2007. La Banque a finalisé avec succès les travaux de mise en place de la directive MIFID ainsi que d'un outil de « Customer Relationship Management » permettant de personnaliser la relation avec la clientèle et d'offrir les produits les mieux adaptés aux besoins de ses clients.

La Banque publie pour la première fois des résultats consolidés et en conformité avec les nouvelles normes comptables IFRS et opte pour un reporting de ses activités en trois segments: Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public; Banque des Marchés et des Fonds d'Investissements; et Autres. Ces trois segments sont présentés en détail sur les pages suivantes.

Progression soutenue du segment « Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public »

Particuliers et Professionnels :

Il s'agit de la mission traditionnelle de la BCEE dont le développement est particulièrement encourageant. Ainsi, des investissements importants visant à toujours améliorer la qualité de la relation avec la clientèle ont été réalisés, conformément au plan stratégique « SPUERKEESS 2009 ».

D'abord, la Banque a poursuivi la hiérarchisation du réseau des agences avec la création de quatre nouveaux Centres Financiers ainsi qu'une entité destinée à organiser et coordonner sa politique commerciale. Ensuite, l'outil S-net a été doté de nouvelles fonctionnalités et des dernières avancées technologiques en matière de sécurité et de confidentialité. La Banque compte désormais plus de 94.000 conventions S-net, ce qui confirme sa position incontestée de leader sur le marché des services bancaires électroniques au Luxembourg. Enfin, la Banque a continué à enrichir son offre de produits dans le domaine des crédits avec les formules « LOGI^{FLEX} », « LOGI^{CONFORT} », le domaine de l'épargne ou encore celui des formules destinées à une clientèle ciblée telle que l'offre « Jobstarters ».

Dans ce contexte, la Banque a connu une progression dynamique de ses encours de financements, en particulier dans le domaine du logement avec une progression des encours des prêts au logement de 11,6% (12% dans les comptes consolidés).

La collecte de l'épargne a également connu un essor remarquable. La formule d'investissement en sicav via un ordre permanent S-Invest a connu un succès important: le nombre de contrats actifs a progressé de 73% entre décembre 2006 et décembre 2007. La Banque a par ailleurs continué à élargir son offre de fonds d'investissement par le lancement de LUX-WORLD FUND, d'un nouveau compartiment de LUX-PROTECT FUND ainsi que de deux nouveaux compartiments de LUX-GARANTIE. Les émissions de produits structurés continuent également à être sollicitées par la clientèle particulière et professionnelle.

Entreprises et Secteur Public :

La BCEE a réalisé une croissance soutenue de ses activités dans le domaine très compétitif de la Banque des Entreprises et du Secteur Public. La qualité de son service et le dynamisme de ses équipes ont permis d'enregistrer de fortes progressions des encours de financements ainsi que des montants d'avoirs déposés.

La Banque est un acteur de référence au Luxembourg et participe activement à la promotion de l'entrepreneuriat, ceci en l'occurrence par la « Business Initiative 1,2,3 GO », par sa prise de participation dans la sicar FIELD S.C.A. ainsi que par le développement de formules de packages multiservices telles que « Zebra-Business ».



Croissance du segment « Banque des Marchés et des Fonds d'Investissements » dans un contexte de marché difficile

Banque des Marchés

L'activité a connu une conjoncture particulièrement difficile en 2007. La prudence traditionnelle affichée par la BCEE dans sa politique de gestion des risques a montré ses effets et la dégradation des conditions de marché n'a pas affecté de manière préoccupante la valeur du portefeuille propre de la Banque.

Cette gestion conservatrice est consacrée par les excellentes notations des agences Standard & Poor's (AA+/A-1+) et Moody's (Aaa/P-1).

Tout au long de la crise de liquidité du deuxième semestre 2007, la BCEE a su maintenir sa liquidité à des niveaux confortables. Cet atout a permis à la Banque de générer une marge d'intérêt en forte hausse sur ses activités du marché monétaire.

Administration et Gestion de Fonds d'Investissements

Ces activités ont généré d'excellents résultats. Ainsi, les investissements informatiques réalisés ont permis de dynamiser la gestion des actifs des sicav gérées par la société de gestion Lux-Investment Advisors S.A. (LIA), dont la BCEE est l'actionnaire principal.

La BCEE offre aux promoteurs externes, notamment aux véhicules les plus complexes comme les fonds de Private Equity et les Hedge Funds, une large gamme de services.

Baisse des autres éléments du résultat

Le segment « Autres » regroupe notamment les revenus sur participations non liées à un métier de la Banque et les coûts des activités de support et de back office non raisonnablement affectables. En 2007, les revenus sur participations sous forme de dividendes sont restés à un niveau élevé et les coûts ont pu être maîtrisés. Malgré ces éléments encourageants, les revenus de l'exercice n'atteignent pas le niveau de l'année 2006 qui fut marquée par la perception d'une plus-value non récurrente liée à une opération au capital d'une participation stratégique.





Bâle II et la politique de gestion des risques

Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a de nouveau déployé d'importantes ressources dans les travaux de mise en œuvre de la nouvelle réglementation Bâle II. En décembre 2007, la Banque a reçu de la part de l'autorité de surveillance l'approbation conditionnelle d'appliquer la méthode dite des notations internes de base à partir du 1^{er} janvier 2008.

La Banque a par ailleurs réalisé un projet important visant à permettre une meilleure analyse des gaps de taux d'intérêt et de liquidité structurels.

La politique de gestion des risques inhérents aux différents métiers est restée au centre des préoccupations de la Banque. Cette politique est axée autour des principes de gestion suivants :

- Assurer une limitation des risques liés aux transactions et portefeuilles de la Banque;
- Faciliter la prise de décision lors de la conclusion de nouvelles opérations et permettre une rémunération adéquate en fonction des risques identifiés;
- Maintenir un équilibre adéquat des portefeuilles d'activités sur la base des résultats obtenus et des effets de diversification continus;
- Assurer la pérennité de la Banque.

Le présent chapitre est subdivisé en quatre grandes catégories de risque: risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

Risque de contrepartie

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du client. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour plus de la moitié de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de crédit est couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des engagements par secteur et par contrepartie. Grâce à la méthodologie de Bâle II, la Banque peut effectuer un suivi continu des portefeuilles agrégés quant à l'évolution du risque.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management et le rating externe.

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, la priorité est accordée aux engagements classés au minimum « Investment Grade » sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA. Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est dotée d'un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (« Credit Support Annex ») des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. Fin 2007 environ 95% du volume des opérations sur produits dérivés a été réalisé dans le contexte d'un contrat ISDA-CSA.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au niveau du bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie ainsi qu'aux opérations de négociation (« trading »).

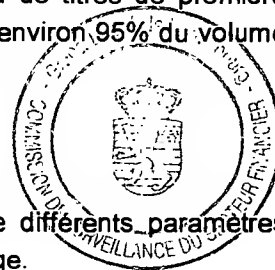
Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management »), qui assure d'une part l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes d'épargne et, d'autre part, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de service.

Toutes les autres composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du « trading » en instruments du bilan et du hors bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Le Comité de direction est informé régulièrement par une unité indépendante de la salle des marchés du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus.

Les niveaux de risque sont principalement surveillés moyennant l'indicateur linéaire « Value at Risk » (VaR), qui a été mis en place en 2003. La Banque calcule la VaR sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de « trading » et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

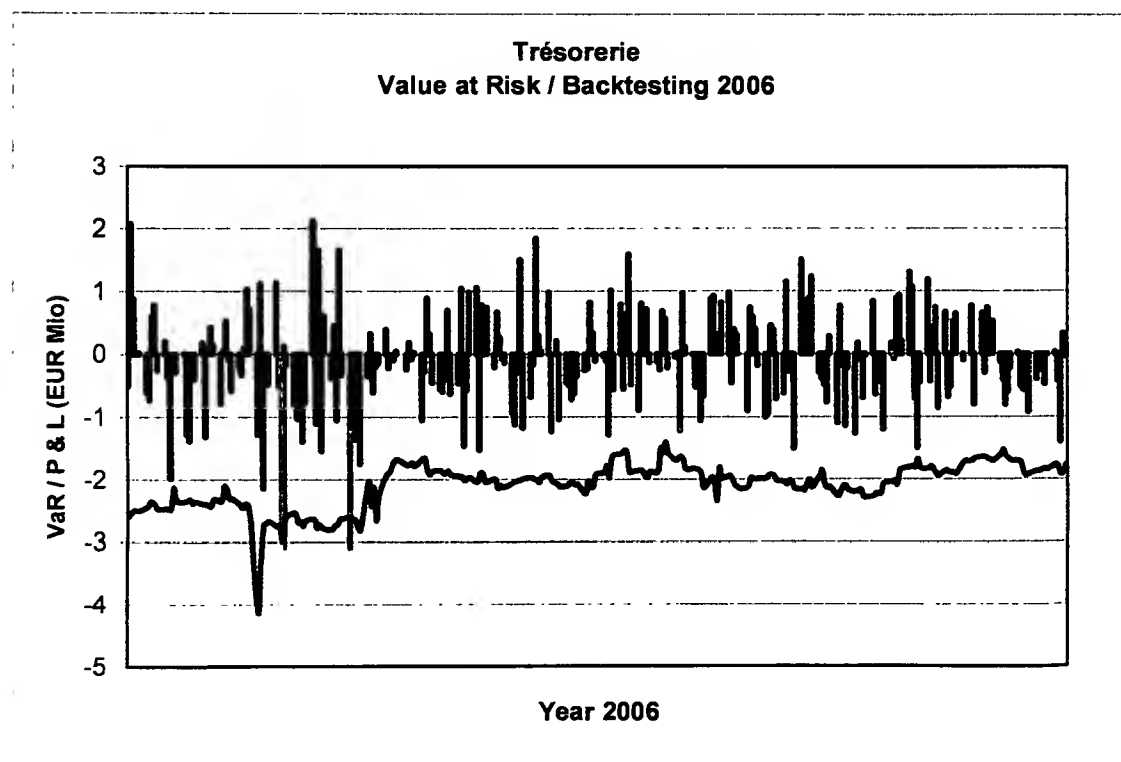
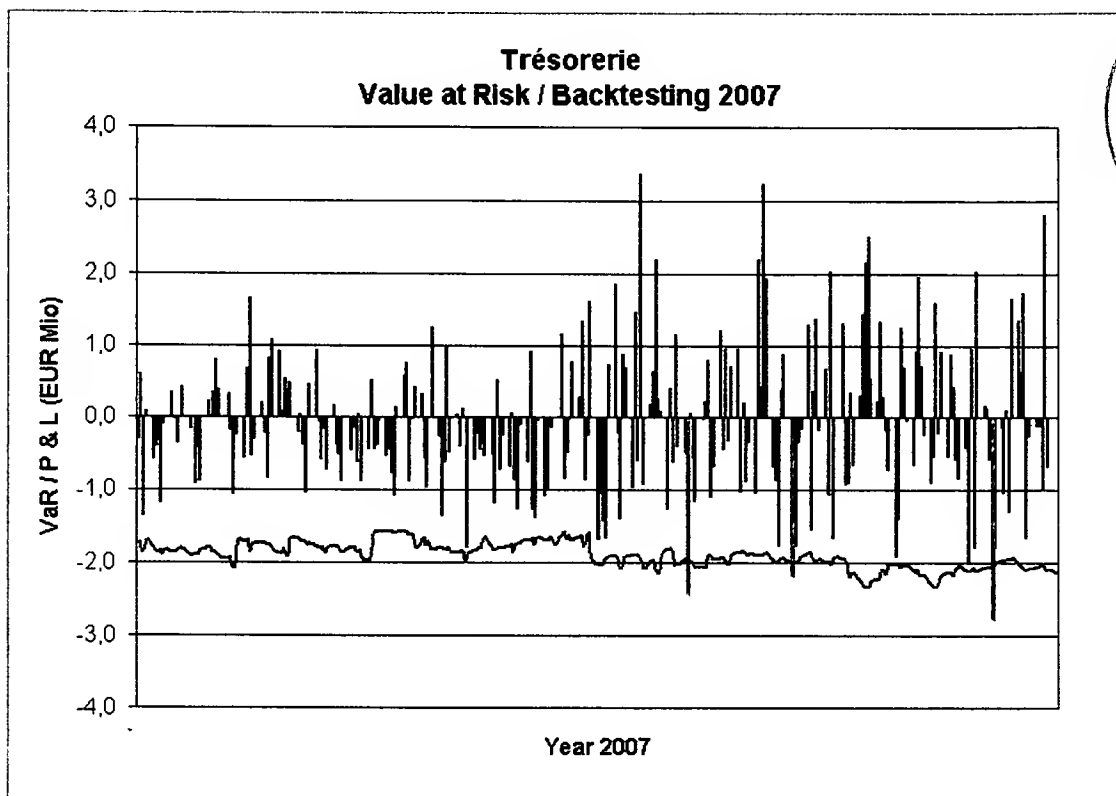
Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (« trading », trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période d'un jour avec un seuil de confiance de 99%. Les séries temporelles couvrent une année entière, ce qui correspond pour l'année 2007 à un total de 259 observations.

L'efficacité des calculs de VaR est contrôlée de manière ex-post dans le cadre d'un « back-testing » pour lequel les prédictions faites par la VaR sont comparées par rapport aux variations de valeur effectivement constatées. Le graphique suivant montre l'évolution de la VaR et du « back-testing » pour la Trésorerie de la Banque durant



l'année 2007. En moyenne, la VaR était de 1,9 millions d'euros. Pour le seul portefeuille de « trading », la VaR était de 199.000 euros en moyenne au courant de 2007.

Le résultat négatif de la Trésorerie ne devrait pas dépasser le montant de la VaR en moyenne plus d'un jour sur cent. Pour l'année 2007, nous avons observé trois dépassements de la VaR pour la Trésorerie.



En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et des ordres « stop-loss ».

Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités. Cette situation a pu être maintenue au cours de la crise de liquidité du secteur financier qui a débuté au deuxième semestre de l'année 2007.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de grande qualité (rating moyen de AA-) permet à la Banque un refinancement à la fois auprès de la Banque centrale européenne et dans le marché du repo.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 2.500 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.

Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadaptées ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est, entre autres, assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion du risque opérationnel, la Banque exploite un outil permettant, d'une part, la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II et, d'autre part, la définition de plans d'auto évaluation (« self-assessment ») des risques opérationnels pour toutes les activités de la Banque. La Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents qui ont un impact sur le résultat de la Banque et qui sont relatifs à une défaillance humaine ou informatique. Les incidents font par ailleurs l'objet d'une analyse récurrente au niveau d'un certain nombre de comités de la Banque, comme le Comité de Gestion Informatique.

La Banque vise par ailleurs à diminuer le risque opérationnel par une amélioration constante des systèmes d'exploitation et des structures organisationnelles.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, un suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à éviter d'éventuels incidents. Depuis 2004, le service « Compliance » veille au respect par la Banque de toute réglementation en vigueur et notamment concernant les procédures et la formation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et le suivi des réclamations de la clientèle.

Le service Organisation est en charge de la coordination des grands projets informatiques de la Banque avec comme objectif d'assurer le « change management » et d'éviter les risques opérationnels inhérents à ces projets. Au-delà, sa mission consiste à veiller à la sécurité physique et informatique de la Banque, avec la coordination des plans « Disaster Recovery Plan » (DRP) et « Business Continuity Plan » (BCP) qui servent à assurer la continuité des services de la Banque dans l'éventualité d'une situation de crise.

Dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information, une attention toute particulière est accordée en permanence à la protection des informations relatives aux clients. Les considérations de sécurité font partie intégrante de tous les projets informatiques et la Banque fait régulièrement appel à des audits de sécurité spécifiques pour confirmer le niveau de sécurité atteint.

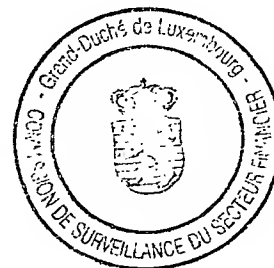
Finalement, la Banque a prorogé la souscription d'un certain nombre de polices d'assurance dans le but de se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent les principaux domaines d'activité. Une partie de ces risques est prise en charge par la société de réassurance BCEE Ré.

Risque financier et comptabilité de couverture dans les comptes consolidés sous référentiel IFRS

La Banque utilise des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix fixe (indices boursiers, prix d'actions). Les instruments dérivés couramment utilisés sont les « IRS – Interest rate swaps » et les « CIRS – Cross currency interest rate swaps » dans le cadre d'opérations de couverture « Plain Vanilla ». Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées (EMTN) et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente contenant des dérivés incorporés (« Embedded derivatives ») par des swaps à composantes structurées.

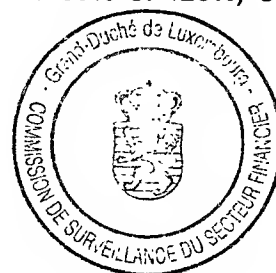
Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner certains instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par la norme IAS 39.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.



La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée ;
- la couverture doit débuter dès la mise en place de l'instrument et se poursuivre sans interruption ;
- efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéance, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par la Banque pour l'opération en question ;
- efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.



Progression soutenue de la rentabilité

Les résultats financiers de la Banque au 31 décembre 2007 sont en progression soutenue par rapport à ceux affichés pour l'exercice 2006.

Le produit bancaire a enregistré une croissance de 5,3% pour se situer à 423,9 millions d'euros fin 2007 (croissance de 13,2% à 470,8 millions d'euros pour les comptes consolidés).

La marge nette d'intérêt est en forte hausse (+14,1% dans les comptes annuels ; +15,5% dans les comptes consolidés) grâce à l'accroissement du volume des crédits et des dépôts de la clientèle non bancaire, l'augmentation de la marge réalisée sur les opérations de marchés et d'ALM et la progression des résultats de remplacement des fonds propres. La marge d'intérêt a globalement bénéficié des hausses de taux d'intérêt de la part de la Banque centrale européenne (BCE).

Le résultat sur commissions augmente de 10,9% (+8,8% dans les comptes consolidés) grâce à l'activité d'administration d'opc et à l'activité de crédits à la clientèle non bancaire.

Les revenus de valeurs mobilières à revenu variable ont progressé de 4,4% (+12,5% de croissance de revenus dans les comptes consolidés) avec une nouvelle augmentation des dividendes perçus en provenance des portefeuilles de titres et de participations (portefeuille des actifs disponibles à la vente dans les comptes consolidés).

Le résultat provenant d'opérations financières passe de 20,9 millions d'euros fin 2006 à 1,7 millions d'euros au 31 décembre 2007. Par définition plus volatile, cette rubrique inclut le résultat de l'activité négoce de titres et opérations de change. En 2007, la présente rubrique comprend également les résultats d'évaluation des obligations à taux flottant des émetteurs financiers dont les prix ont souffert de la crise de confiance généralisée qui a gagné les marchés financiers suite à la crise du « subprime » (dans les comptes consolidés, ces résultats d'évaluation apparaissent à la rubrique Réserve de réévaluation dans les fonds propres au bilan. La réserve de réévaluation affiche néanmoins une croissance de 11,1% pour atteindre 538,6 millions d'euros fin 2007).

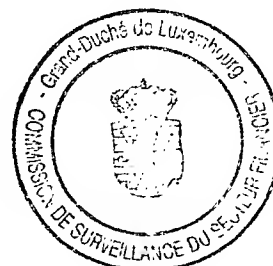
Les autres produits d'exploitation sont en baisse par rapport à l'année dernière en raison de l'absence en 2007 d'une plus-value à caractère non récurrent (dans les comptes consolidés, les autres produits d'exploitation sont stables, les plus-values sur ventes de participations y figurent à la rubrique du Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat. Cette dernière rubrique affiche, d'une année à l'autre, une progression de 20,5%).

Grâce à une politique rigoureuse de maîtrise des coûts, la Banque a pu limiter la croissance de ses frais généraux totaux à 2,4% (2,2% dans les comptes consolidés). D'importants projets de « reengineering » et d'automatisation des processus contribuent à améliorer constamment la productivité. Ces éléments ont permis de compenser l'effet de la croissance structurelle des frais de personnel tout en préservant la qualité du service rendu.

En ligne avec sa politique de prudence, la Banque a constitué des corrections de valeur nettes couvrant les risques identifiés en cours d'année sur certains de ses actifs de 26,1 millions d'euros par rapport à 11,8 millions d'euros en 2006 (dans les comptes consolidés, la dotation nette pour corrections de valeur sur risques de crédit individuels et collectifs sur instruments financiers est passée de 2,5 millions d'euros en 2006 à 13,7 millions d'euros en 2007 ; cette augmentation est la conséquence directe de la détérioration de certains actifs dans le contexte de la crise sur les marchés financiers).

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2007, un bénéfice net de 117,0 millions d'euros (201,7 millions d'euros dans les comptes consolidés) contre 109,0 millions d'euros (158,1 millions d'euros dans les comptes consolidés) un an plus tôt, en hausse de 8,0 millions d'euros ou de 7,3% (en hausse de 43,6 millions d'euros ou de 27,6% dans les comptes consolidés).

Après distribution d'une partie du bénéfice net à l'Etat luxembourgeois, le résultat restant permet à la Banque de renforcer ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité avec un ratio intégré d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 2007 de 11,60% et un « Tier 1 ratio » de 9,39%. Les fonds propres de base se situent à 1.527,6 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 1.436,6 millions d'euros un an plus tôt, soit un accroissement de 6,3% (dans les comptes consolidés, les fonds propres se situent à 2.635,1 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 2.379,4 millions d'euros un an plus tôt, soit un accroissement de 10,75%). L'expansion du volume des affaires dans les années à venir est ainsi assurée.



Perspectives pour l'année 2008

En ce début de l'année 2008, les marchés boursiers sont sous l'emprise de mauvaises nouvelles et l'économie mondiale, confrontée à des vents contraires, montre des signes de ralentissement. Les indicateurs économiques précurseurs sont en recul aussi bien en Europe que dans les autres principales régions du monde.

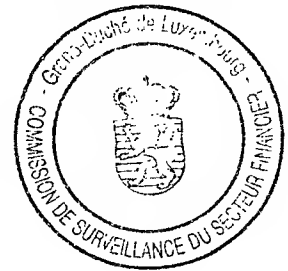
La crise du crédit et les craintes de pertes et de moins-values supplémentaires dans le secteur financier continuent de provoquer des sanctions en bourse. La prime de risque, par rapport au rendement faible des obligations, a considérablement augmenté.

Compte tenu d'une conjoncture nationale toujours favorable, la BCEE est confiante en sa capacité à développer ses activités de banque universelle en 2008.

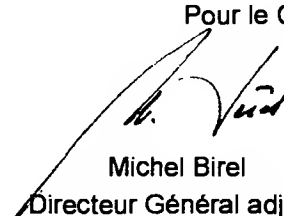
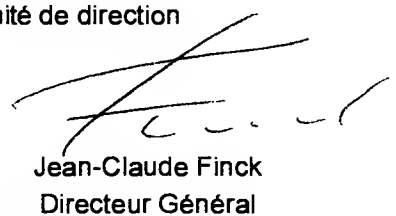
L'amélioration constante de la qualité du service au client restera la préoccupation principale et prioritaire de la Banque également en 2008.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2007.

Luxembourg, le 14 mars 2008

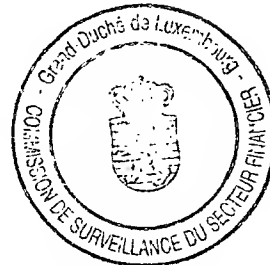


Pour le Comité de direction

	
Michel Birel	Jean-Claude Finck
Directeur Général adjoint	Directeur Général

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES

Au Conseil d'administration de la
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg



Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, comprenant le bilan au 31 décembre 2007, ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et des annexes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Comité de direction et du Conseil d'administration dans l'établissement et la présentation des comptes annuels

L'établissement et la présentation sincère des comptes annuels en conformité avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, relèvent de la responsabilité du Comité de direction et font l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration, conformément à la loi organique du 24 mars 1989. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du réviseur d'entreprises

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées par l'Institut des réviseurs d'entreprises. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Audit . Tax . Consulting . Financial Advisory .

Member of
Deloitte Touche Tohmatsu

Deloitte.



Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le réviseur d'entreprises prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites sous la responsabilité du Comité de direction et approuvé par le Conseil d'administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.


Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, au 31 décembre 2007, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.


Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Comité de direction et fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Deloitte SA
Réviseur d'entreprises



Martin Flaunet
Partner



Benoit Schaus
Partner

Le 17 mars 2008

06-05-2008

BILAN AU 31 DECEMBRE 2007 EN EUROS



ACTIF

Notes (*)

(en euros)
2007

Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	5.1.	1.179.943.094	948.078.523
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale:	5.1., 5.11.,	2.666.410.540	2.725.943.337
<i>effets publics et valeurs assimilées</i>	5.12	2.666.410.540	2.725.943.337
Créances sur les établissements de crédit:	5.1., 5.2.,	11.903.960.483	9.896.209.413
a. à vue	5.9	393.370.501	835.466.129
b. autres créances		11.510.589.982	9.060.743.284
Créances sur la clientèle	5.1., 5.13	9.227.779.337	10.755.126.625
Opérations de crédit-bail	5.1.	60.724.728	70.365.037
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	5.1., 5.2., 5.9,	14.260.328.896	13.202.567.693
a. des émetteurs publics	5.11., 5.13.	217.433.879	200.344.984
b. d'autres émetteurs		14.042.895.017	13.002.222.709
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	5.1, 5.3.	214.005.519	349.428.943
Participations	5.4., 5.8., 5.9.	88.756.087	85.047.482
Parts dans des entreprises liées	5.5., 5.8., 5.9.	7.690.682	7.684.859
Actifs corporels	5.6., 5.9.	212.069.695	203.726.083
Autres actifs	5.7.	245.631.680	231.290.636
Comptes de régularisation	5.10.	815.467.699	946.240.552
TOTAL ACTIF	5.14, 8.1	40.882.768.440	39.421.709.183
HORS-BILAN			
Passifs éventuels	7.1.	1.776.310.492	2.297.885.346
dont: - cautionnements et actifs donnés en garantie		229.754.707	203.040.123

(*) les notes renvoient à l'annexe



(en euros)

PASSIF**2006****2007**

Dettes envers les établissements de crédit:	6.1.	11.265.979.870	8.986.560.101
a. à vue		491.622.900	840.422.822
b. à terme ou à préavis		10.774.356.970	8.146.137.279
Dettes envers la clientèle:	6.1.	18.258.559.458	19.262.729.587
a. dépôts d'épargne		3.870.529.341	3.907.328.661
b. autres dettes à vue		3.349.267.489	3.304.892.640
à terme ou à préavis		11.038.762.628	12.050.508.286
Dettes représentées par un titre:	6.1	8.063.032.796	7.783.913.868
a. bons et obligations en circulation		416.777.123	380.697.467
b. autres		7.646.255.673	7.403.216.401
Autres passifs	6.2.	379.009.258	309.616.439
Comptes de régularisation	6.3.	718.628.872	822.484.119
Provisions:		195.531.362	217.731.670
a. provisions pour impôts		13.324.762	14.372.238
b. autres provisions	2.6, 2.7, 4.	182.206.600	203.359.432
Passifs subordonnés	6.1., 6.4.	506.932.374	446.430.315
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	6.5.	28.530.772	29.634.765
Fonds pour risques bancaires généraux		204.046.532	213.046.532
Capital	6.6.	173.525.467	173.525.467
Réserves	3., 9.4.	979.941.720	1.058.991.679
Résultat de l'exercice	3.	109.049.959	117.044.641
TOTAL PASSIF	6.7.	40.882.768.440	39.421.709.183
HORS-BILAN			
Engagements	7.2.	3.005.506.033	3.531.661.369
Opérations fiduciaires	7.4.	4.394.672.602	5.886.719.274

(*) les notes renvoient à l'annexe


COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 2007

(en euros)

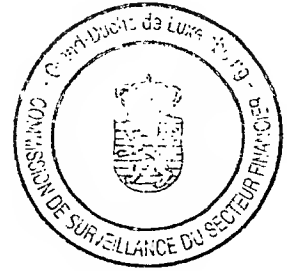
	<u>Notes</u> ^(*)	2006	2007
Intérêts et produits assimilés		3.059.889.252	3.720.870.865
- <i>sur valeurs mobilières à revenu fixe</i>		676.542.985	757.927.683
Intérêts et charges assimilées	6.4.	-2.782.174.029	-3.404.119.993
Revenus de valeurs mobilières		37.256.100	38.880.230
- <i>revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable</i>		3.707.630	7.867.442
- <i>revenus de participations</i>		20.957.129	19.648.621
- <i>revenus de parts dans des entreprises liées</i>		12.591.341	11.364.167
Commissions perçues		93.361.897	101.605.503
Commissions versées		-25.925.195	-26.819.556
Résultat provenant d'opérations financières		20.887.710	1.705.802
Autres produits d'exploitation	9.2.	26.335.895	11.667.320
Frais généraux administratifs:		-218.434.349	-225.010.552
- <i>frais de personnel</i>	10.1., 10.2.	-159.187.427	-165.798.533
<i>dont: salaires et traitements</i>		-121.939.647	-126.769.325
<i>charges sociales</i>		-32.790.528	-34.792.140
<i>dont: charges sociales couvrant les pensions</i>		-26.696.912	-28.508.691
- <i>autres frais administratifs</i>	10.3	-59.246.922	-59.212.019
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels		-25.838.148	-25.120.491
Autres charges d'exploitation	4., 9.3.	-27.022.190	-19.877.976
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)		-14.172.186	-7.952.636
Corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		-	-18.176.077
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		2.332.639	-
A REPORTER:		146.497.396	147.652.439

(*) les notes renvoient à l'annexe



	<u>Notes</u> ^(*)	2006	(en euros) 2007
REPORT:		146.497.396	147.652.439
Produits provenant de la dissolution de "postes spéciaux avec une quote-part de réserves" (montant net)		-4.499.982	-1.103.992
Dotations au fonds pour risques bancaires généraux		-9.000.000	-9.000.000
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	9.4.	-23.692.528	-21.827.733
Résultat provenant des activités ordinaires après impôts		109.304.886	115.720.714
Produits exceptionnels	9.5.	-	1.577.479
Résultat exceptionnel		-	1.577.479
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		-254.927	-253.552
RESULTAT DE L'EXERCICE		109.049.959	117.044.641
AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE	3.		
BENEFICE DISPONIBLE			
Bénéfice reporté		-	-
Bénéfice de l'exercice		109.049.959	117.044.641
TOTAL		109.049.959	117.044.641
AFFECTATION DU BENEFICE			
Distribution de bénéfice		30.000.000	35.000.000
Transfert aux réserves		79.049.959	82.044.641
Solde à reporter à nouveau		-	-
TOTAL		109.049.959	117.044.641

(*) les notes renvoient à l'annexe



C. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2007

NOTE 1

GENERALITES

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci-après « La Banque »), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

NOTE 2

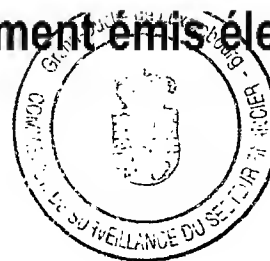
PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et notamment à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit, amendée par la loi du 16 mars 2006 relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés sous le référentiel national (Luxgaap) au 31 décembre 2007 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

En revanche, et pour la première fois, la Banque va présenter, au 31 décembre 2007, des comptes consolidés sous le référentiel IFRS conformément à la loi du 16 mars 2006 relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit.



2.1. **ACTIFS IMMOBILISES**

2.1.1. **ACTIFS INCORPORELS**

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur actifs incorporels sont calculées de manière linéaire au taux annuel de 20%.

2.1.2. **ACTIFS CORPORELS**

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur les constructions sont calculées de manière linéaire au taux de 2% l'an.

Les corrections de valeur sur les installations techniques, le matériel et le mobilier sont calculées de manière linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

logiciels	33,0%
matériel informatique	25,0%
matériel de transport	25,0%
installations de sécurité	12,5%
matériel de bureau	10,0%

Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 870 euros ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année sont directement repris dans les charges de l'exercice.

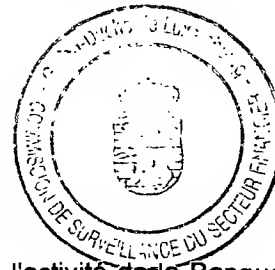
2.1.3. **IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe ainsi que les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté pour l'évaluation au prix d'acquisition des effets publics et des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont les « Asset Swaps »). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, la méthode du « lower of cost or market » est d'application.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont respectivement amortis et proratisés sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratisation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur, en fonction de leur caractère durable.



2.2. ACTIFS CIRCULANTS

2.2.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées au coût d'acquisition.

Les titres du portefeuille de négociation sont comptabilisés au bilan à leur valeur de marché selon la méthode du « mark to market ». La différence positive ou négative entre cette valeur et la valeur comptable existante est comptabilisée en tant que résultat provenant d'opérations financières. La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur une base escomptée (« Discounted Debentures »), celles-ci sont enregistrées au bilan à leur valeur d'acquisition. Le disagio représentant la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul revenu sur cette catégorie de titres. Le revenu en question est réparti sur la durée de détention à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

2.2.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur, lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La Banque a retenu le principe de l'évaluation suivant le « Beibehaltungsprinzip », c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au « lower of cost or market » à la clôture de l'exercice suivant.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

2.2.3. CREANCES

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste « Comptes de régularisation » qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des corrections de valeur spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.



2.2.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des corrections de valeur cumulées des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.

2.2.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES DOUTEUSES ET CREANCES IRRECUPERABLES

La Banque a pour politique de constituer des corrections de valeur spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.

Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif concernés, tandis que les provisions portant sur les postes du hors-bilan sont renseignées au passif à la rubrique « Provisions: autres provisions ».

2.3. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE

Le mode d'évaluation appliqué par la Banque à tous les éléments de même catégorie est la méthode « premier entré - premier sorti » (FIFO).

2.4. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

En accord avec l'article 63 de la loi modifiée relative aux comptes des établissements de crédit, la Banque a constitué un fonds destiné à la couverture des risques bancaires généraux. Ce fonds est renseigné séparément au passif du bilan. Les dotations au « Fonds pour risques bancaires généraux » ne sont pas déductibles fiscalement.

2.5. CONVERSION DES DEVISES

La comptabilité de la Banque est tenue en euros.

Les avoirs et les engagements libellés en devises autres que celles faisant partie de la zone euro ont été convertis aux cours au comptant en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les différences de change qui résultent de cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.

Les revenus et charges en devises sont convertis en euros aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.



2.6. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, « forward rate agreements », « financial futures » et options sont enregistrés pour leur valeur notionnelle à la date de transaction dans les comptes du hors-bilan.

A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées, constatées lors de l'évaluation au cours du marché des opérations à terme non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste « Provisions: autres provisions ». Les plus-values non réalisées sont négligées.

Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.

2.7. PROVISION FORFAITAIRE

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a procédé à la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les actifs à risques. Cette provision a pour objectif la couverture des risques probables mais non encore identifiés au moment de l'établissement des comptes annuels.

La partie de la provision forfaitaire qui se rapporte au bilan vient en déduction des postes de l'actif, alors que la partie qui se rapporte aux postes de hors-bilan est enregistrée sous forme d'une provision pour risques et charges au passif du bilan à la rubrique « Provisions: autres provisions ».

NOTE 3

AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE

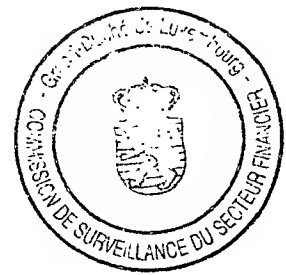
Le bénéfice net de l'exercice 2007 de 117,04 millions d'euros (109,05 millions d'euros en 2006) sera affecté à hauteur de 82,04 millions d'euros aux réserves après distribution d'un bénéfice de 35 millions d'euros à l'Etat luxembourgeois, propriétaire de la BCEE.

Lors de cette affectation, un compte de réserve spécial est alimenté pour un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune afin de bénéficier de l'exonération de cet impôt pour l'exercice 2007. Suivant les dispositions fiscales en vigueur, ce compte de réserve au bilan restera bloqué pour une période de 5 ans.

NOTE 4

ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS

En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'« Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg » (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts et des services d'investissement des établissements de crédit membres de l'association en faveur des clients personnes physiques et des sociétés d'une dimension telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à l'article 35 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant les sociétés commerciales ainsi que celles de dimension comparable relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Aux 31 décembre 2006 et 2007, la Banque a constitué une provision pour les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.

**NOTE 5****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF****5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF****a. Echancier des actifs financiers primaires**

Les actifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2007 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2007
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	948,08	-	-	-	948,08
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale (hors portefeuille de négociation)	50,32	29,83	44,18	2.601,37	2.725,70
Créances sur les établissements de crédit	8.564,24	1.151,70	180,27	-	9.896,21
Créances sur la clientèle	1.902,18	238,60	804,51	7.809,84	10.755,13
Crédit-bail	0,91	4,33	61,09	4,04	70,37
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	683,12	2.220,80	7.388,52	2.892,83	13.185,27
	<u>12.148,85</u>	<u>3.645,26</u>	<u>8.478,57</u>	<u>13.308,08</u>	<u>37.580,76</u>

31.12.2006 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2006
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	1.179,94	-	-	-	1.179,94
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale (hors portefeuille de négociation)	115,09	33,16	303,69	2.212,71	2.664,65
Créances sur les établissements de crédit	9.538,82	2.202,85	162,29	-	11.903,96
Créances sur la clientèle	1.382,75	241,37	755,88	6.847,78	9.227,78
Crédit-bail	0,76	4,16	49,53	6,27	60,72
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	872,13	2.049,85	8.253,04	3.060,07	14.235,09
	<u>13.089,49</u>	<u>4.531,39</u>	<u>9.524,43</u>	<u>12.126,83</u>	<u>39.272,14</u>

b. Créances sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les créances sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

en millions d'euros	Participations		Parts dans les entreprises liées	
	2006	2007	2006	2007
Créances sur les établissements de crédit	-	13,80	-	-
Créances sur la clientèle	45,76	158,70	2,61	-

c. Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Organe d'administration	1,01	1,12
Organe de direction (5 directeurs)	0,38	0,73
Total	1,39	1,85

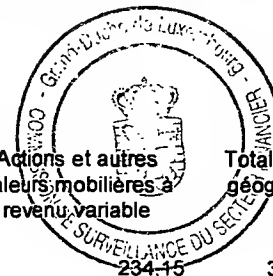
d. Crédit bail

Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre les établissements de crédit et la clientèle:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Opérations avec des établissements de crédit	0,28	0,30
Opérations avec la clientèle	60,44	70,07
Total	60,72	70,37



e. Répartition de certains postes d'actifs par zone géographique



31.12.2007 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	9.593,41	10.711,17	70,37	10.469,25	234,15	31.078,35
Europe de l'Est	119,32	18,50	-	161,28	-	299,10
Amérique du Nord	23,27	5,78	-	1.810,88	4,84	1.844,77
Amérique latine	-	3,66	-	2,69	-	6,35
Asie	77,25	1,13	-	44,36	0,05	122,79
Supranationaux	-	-	-	105,68	-	105,68
Autres	82,96	14,88	-	608,43	110,39	816,66
Total	9.896,21	10.755,12	70,37	13.202,57	349,43	34.273,70

31.12.2006 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	11.463,85	9.157,47	60,72	10.982,46	184,28	31.848,78
Europe de l'Est	91,21	29,17	-	157,71	0,01	278,10
Amérique du Nord	18,29	5,17	-	1.609,12	1,27	1.633,85
Amérique latine	-	7,21	-	3,06	0,01	10,28
Asie	288,92	0,70	-	38,07	1,65	329,34
Supranationaux	-	-	-	183,07	-	183,07
Autres	41,69	28,06	-	1.286,84	26,78	1.383,37
Total	11.903,96	9.227,78	60,72	14.260,33	214,00	35.666,79

5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 2.921,21 millions d'euros au 31 décembre 2007, contre 2.947,22 millions d'euros au 31 décembre 2006.

b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	10.841,11	8.987,06
Valeurs non admises à une cote officielle	3.419,22	4.215,51
Total	14.260,33	13.202,57

- c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

La répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Titres du portefeuille des immobilisations financières	7.127,31	5.858,14
Titres du portefeuille de placement	7.107,77	7.327,13
Titres du portefeuille de négociation	25,25	17,30
Total	14.260,33	13.202,57



- d. Au 31 décembre 2007 la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur supérieure de marché des titres du portefeuille de négociation évalués au « mark to market » s'élève à 0,22 millions d'euros, contre 0,40 millions au 31 décembre 2006.

- e. Immobilisations financières

	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe au 31.12.2007 en millions d'euros	Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale	Total
Prix d'acquisition	5.916,13	2.725,69	8.641,82
Valeur d'évaluation	5.875,99	2.627,05	8.503,04
Résultat d'évaluation net	-40,14	-98,64	-138,78
<i>Dont: Corrections de valeur</i>	-19,78	-	-19,78

Le portefeuille des immobilisations financières d'un prix d'acquisition total de 8.641,82 millions d'euros se compose de titres liés à un swap d'intérêts pour un total de 6.728,33 millions d'euros. Le résultat d'évaluation net négatif dégagé sur ces positions se chiffre à 70,57 millions d'euros, dont la quasi-totalité est couvert par des plus-values dégagées sur des swaps d'intérêts y liés. Ainsi, la moins-value latente s'explique par l'évolution de la courbe des taux d'intérêt, alors que l'effet net de « credit » et de « liquidity spread » reste légèrement positif au 31.12.2007 grâce à une quote-part significative d'investissements dans des émetteurs du secteur public. Aucun risque de crédit « avéré » n'a été identifié sur le portefeuille des titres liés à un swap d'intérêts. Par conséquent, aucune correction de valeur n'a été enregistrée sur ces positions.

Les titres du portefeuille des immobilisations financières non liés à un swap d'intérêts mais évalués au prix d'acquisition s'élèvent à 1.624,59 millions d'euros. Il s'agit de dettes étatiques de pays de la zone euro, de titres de dette des institutions européennes, de banques multilatérales et de banques et institutions financières européennes. Ces titres dégagent une moins-value d'évaluation nette de 51,63 millions d'euros. Vu l'intention de détention à long terme dans le cadre de l'investissement des passifs longs et des fonds propres de la Banque, la récupération de la valeur de remboursement à l'échéance des titres n'est pas mise en doute et la Banque n'a dès lors pas constitué de correction de valeur sur ces positions.

Les positions restantes du portefeuille des immobilisations financières ont été évaluées suivant le principe "lower of cost or market" et ont dégagé une moins-value de 19,78 millions d'euros, donnant lieu à l'enregistrement d'une correction de valeur tandis que la plus-value de 3,20 millions d'euros dégagée sur ces mêmes positions fut ignorée.

A noter que les méthodologies d'évaluation et d'enregistrement de corrections de valeur appliquées au portefeuille des immobilisations financières n'ont pas changé en 2007 et que la permanence des méthodes est donc respectée.

La Banque n'a pas procédé à des reclassements de titres vers le portefeuille des immobilisations financières.

Deloitte.

Deloitte SA
880, rue de Neudorf
L-2220 Luxembourg

**FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY**

Member of
Deloitte Touche Tohmatsu

5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

a. Ce poste comprend des actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	137,75	237,79
Valeurs non admises à une cote officielle	76,25	111,64
Total	214,00	349,43



b. La répartition des actions et autres valeurs mobilières à revenu variable entre portefeuille de placement et portefeuille de négociation se présente comme suit:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Titres du portefeuille de placement	161,71	322,76
Titres du portefeuille de négociation	52,29	26,67
Total	214,00	349,43

c. La valeur de marché des titres du portefeuille de négociation est de 27,07 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 52,35 millions d'euros au 31 décembre 2006.

d. L'application du « Beibehaltungsprinzip » a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 11,16 millions d'euros au 31 décembre 2007 (31,39 millions d'euros au 31 décembre 2006).

5.4. PARTICIPATIONS

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	29,80	24,01
Valeurs non admises à une cote officielle	58,96	61,04
Total	88,76	85,05

b. Au 31 décembre 2007, les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 19,02 millions d'euros contre 18,34 millions au 31 décembre 2006.

5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES

a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Valeurs non admises à une cote officielle	7,69	7,68
Total	7,69	7,68

b. Aux 31 décembre 2007 et 2006, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.

Deloitte.

Deloitte SA

300, Avenue de la Liberté

L-2220 Luxembourg

Member of

Deloitte Touche Tohmatsu

**FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY**

5.6. ACTIFS CORPORELS

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans le poste des actifs corporels pour un montant net (prix d'acquisition moins corrections de valeur cumulées) de 168,36 millions d'euros au 31 décembre 2007, contre 175,36 millions d'euros au 31 décembre 2006.

5.7. AUTRES ACTIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Valeurs à recevoir à court terme	52,07	37,60
Investissement du fonds de pension	180,96	187,70
Métaux précieux	0,56	0,42
Autres	12,04	5,57
Total	245,63	231,29

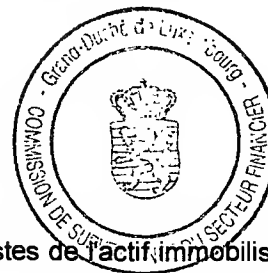


5.8. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR CENT DU CAPITAL

Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés au	Unités monét.	Fonds propres (*) en millions d'euros	Résultat de l'exercice (*) devise du bilan
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,90	31.12.06	EUR	0,40	0,17
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	99,90	31.12.06	EUR	7,98	6,72
BCEE Ré S.A., Luxembourg	99,90	31.12.06	EUR	2,48	-
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	93,23	31.12.06	EUR	0,08	2,44
Lux-Protect Advisory, Luxembourg	91,00	31.03.07	EUR	0,09	0,69
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	86,87	30.09.07	EUR	0,08	2,02
Lux-Garantie Advisory S.A., Luxembourg	86,37	30.09.07	EUR	0,08	-
Luxcash Advisory S.A., Luxembourg	85,00	31.12.06	EUR	0,08	3,06
Lux-World Fund Advisory S.A., Luxembourg	82,67	30.09.06	EUR	0,08	0,73
Lux-Pension Advisory	81,00	31.03.07	EUR	0,10	0,41
Lux-Investment Advisors	80,00	31.12.06	EUR	1,33	0,09
Lux Index US Advisory	75,75	31.03.07	USD	0,09	0,30
La Luxembourgeoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.06	EUR	54,31	11,31
La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.06	EUR	87,05	23,32
Visalux S.C., P. Nom, Luxembourg	30,87	31.12.06	EUR	2,33	1,12
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	29,75	31.12.06	EUR	6,30	0,69
Europay Luxembourg S.C., Luxembourg	29,20	31.12.06	EUR	2,26	1,51
Parking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,23	31.12.06	EUR	0,31	0,35
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	22,74	31.12.06	EUR	36,22	6,35
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l., Luxembourg	20,00	31.12.06	EUR	8,71	0,74

(*) Données extraites des derniers comptes disponibles





5.9. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISES

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2007 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:

Montants
en millions
d'euros

IMMOBILISATIONS						Corrections de valeur à la clôture de l'exercice		
POSTES	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées	Valeur nette à la clôture de l'exercice
Immobilisations financières								
Participations	91,24	1,22	-5,87	-0,32	86,27			
Parts des entreprises liées	7,78	-	-0,01	-0,01	7,76			
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	7.175,57	1.120,59	-2.215,75	-164,28	5.916,13			
Total des Immobilisations financières	7.274,59	1.121,81	-2.221,63	-164,61	6.010,16	-59,89		5.950,27
Actifs corporels								
Terrains et constructions	268,36	0,78	-3,09	-	266,05	-96,99		169,06
Installations techniques	93,07	16,24	-16,72	-	92,59	-75,52	16,72	33,79
Autres installations, outillage et mobilier	3,41	-	-1,49	-	1,92	-1,04		0,88
Total des Actifs corporels	364,84	17,02	-21,30	-	360,56	-173,55	16,72	203,73
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES	7.639,43	1.138,83	-2.242,93	-164,61	6.370,72	-216,72		6.154,00

5.10. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF

Au 31 décembre 2007, le disagio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à 20,99 millions d'euros (14,10 millions d'euros au 31 décembre 2006) pour le portefeuille des immobilisations financières. Il n'y a pas d'obligations à coupon zéro dans le portefeuille de placement ayant généré de disagio (1,27 millions d'euros au 31 décembre 2006).

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur une base escomptée (« Discounted Debentures »), la différence positive entre le montant à rembourser à l'échéance finale des titres émis et le montant actualisé au 31 décembre 2007 se chiffre à 22,23 millions d'euros, contre 18,85 millions d'euros au 31 décembre 2006.

5.11. OPERATIONS DE MISE EN PENSION

Au 31 décembre 2007, les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme représentent un montant de 2.370,58 millions d'euros contre 3.270,84 millions d'euros au 31 décembre 2006.

5.12. ACTIFS DONNES EN GARANTIE

Au 31 décembre 2007, les actifs donnés en garantie pour compte propre représentent majoritairement le dépôt auprès de la Banque centrale à hauteur de 5.415,32 millions d'euros, contre 4.636,56 au 31 décembre 2006.

5.13. ACTIFS SUBORDONNES

Les actifs présentant un caractère subordonné détenus par la Banque se répartissent de la façon suivante:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Créances sur des établissements de crédit	5,46	5,46
Créances sur la clientèle	24,89	24,16
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	311,44	310,72
Total	341,79	340,34

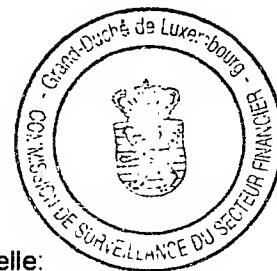
Au 31 décembre 2007, il n'existe pas de créances subordonnées sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation.

5.14. ACTIFS LIBELLES EN DEVISES

Les actifs libellés en devises hors zone euro représentent un montant de 7.459,30 millions d'euros au 31 décembre 2007, contre 9.190,89 millions d'euros au 31 décembre 2006.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



**NOTE 6****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF****6.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF****a. Echancier des passifs financiers primaires**

Les passifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2007 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Dettes envers des établissements de crédit	8.411,82	561,25	13,49	-	8.986,56
Dettes envers la clientèle	18.101,61	936,85	187,88	36,39	19.262,73
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	<i>10.889,39</i>	<i>936,85</i>	<i>187,88</i>	<i>36,39</i>	<i>12.050,51</i>
Dettes représentées par un titre	3.608,40	881,45	1.645,02	1.649,04	7.783,91
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	<i>3.227,71</i>	<i>881,45</i>	<i>1.645,02</i>	<i>1.649,04</i>	<i>7.403,22</i>
Passifs subordonnés	67,93	49,58	103,62	225,30	446,43
	<u>30.189,76</u>	<u>2.429,13</u>	<u>1.950,01</u>	<u>1.910,73</u>	<u>36.479,63</u>
31.12.2006 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Dettes envers des établissements de crédit	9.884,54	1.206,15	175,29	-	11.265,98
Dettes envers la clientèle	17.548,14	482,01	208,98	19,43	18.258,56
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	<i>10.328,34</i>	<i>482,01</i>	<i>208,98</i>	<i>19,43</i>	<i>11.038,76</i>
Dettes représentées par un titre	3.020,80	851,06	1.952,25	2.238,92	8.063,03
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	<i>2.604,03</i>	<i>851,06</i>	<i>1.952,25</i>	<i>2.238,92</i>	<i>7.646,26</i>
Passifs subordonnés	-	49,58	205,52	251,83	506,93
	<u>30.453,48</u>	<u>2.588,80</u>	<u>2.542,04</u>	<u>2.510,18</u>	<u>38.094,50</u>

b. Dettes sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les dettes sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

	Participations		Parts dans les entreprises liées	
	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Dettes sur les établissements de crédit	148,61	214,99	-	-
Dettes sur la clientèle	192,19	151,39	49,89	67,37

c. Dettes envers la clientèle: dépôts d'épargne

Les dépôts d'épargne, représentant 3.907,33 millions d'euros au 31 décembre 2007, contre 3.870,53 millions d'euros au 31 décembre 2006, sont classés intégralement "à vue".

d. Dettes représentées par un titre

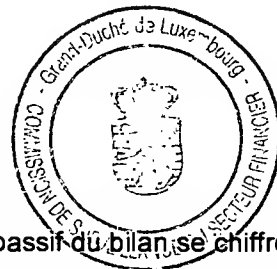
Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Bons et obligations en circulation", ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 380,70 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 416,78 millions d'euros au 31 décembre 2006.

6.2. AUTRES PASSIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Valeurs à payer à court terme	136,08	96,03
Créanciers privilégiés ou garantis	11,65	12,76
Créanciers divers	0,80	0,25
Fonds de pension en faveur du personnel	180,96	187,71
Autres	49,52	12,87
Total	379,01	309,62





6.3. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF

Au 31 décembre 2007 l'agio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation au passif du bilan se chiffre à 25,86 millions d'euros (33,62 millions d'euros au 31 décembre 2006) pour le portefeuille des immobilisations financières et à 1,44 millions d'euros (1,06 millions d'euros au 31 décembre 2006) pour le portefeuille de placement.

6.4. PASSIFS SUBORDONNES

Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31 décembre 2007 se présente comme suit:

	Devise	Montant nominal en millions d'euros	Taux	Date d'échéance
Emprunt 1998-2008	USD	67,93	Fl. Rate	18.03.2008
Emprunt 1998-2008	EUR	49,58	Step-up	10.09.2008
Emprunt 1999-2009	EUR	80,00	Fl. Rate	06.05.2009
Emprunt 1999-2014	EUR	20,00	Fl. Rate	06.05.2014
Emprunt 2000-2012	GBP	13,62	6,720%	17.07.2012
Emprunt 2000-2015	EUR	25,00	Fl. Rate	17.08.2015
Emprunt 2000-2020	EUR	25,00	Fl. Rate	17.08.2020
Emprunt 2001-2016	EUR	25,00	Fl. Rate	21.03.2016
Emprunt 2001-2021	EUR	20,00	Fl. Rate	25.02.2021
Emprunt 2001-2021	EUR	30,00	Fl. Rate	25.02.2021
Emprunt 2002-2012	EUR	4,50	Fl. Rate	16.07.2012
Emprunt 2002-2012	EUR	5,50	Fl. Rate	16.07.2012
Emprunt 2002-2022	EUR	50,00	Fl. Rate	19.11.2022
Emprunt 2003-2013	JPY	30,30	Fl. Rate	19.03.2013
Total		446,43		

Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non exigibles de la Banque.

Au 31 décembre 2007, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur et les usances de la place, s'élève à 358,77 millions d'euros, contre 405,52 millions d'euros au 31 décembre 2006.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 24,57 millions d'euros au 31 décembre 2007, contre 24,17 millions d'euros au 31 décembre 2006 et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

6.5. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES

Au 31 décembre 2007, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 29,63 millions d'euros, contre 28,53 millions d'euros au 31 décembre 2006.

Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Elles sont réinvesties majoritairement dans des immeubles et amorties linéairement au taux de 2% par année.

6.6. CAPITAL

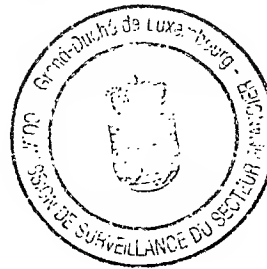
Le montant du capital de la Banque est fixé à 173,53 millions d'euros. Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois.

6.7. PASSIFS LIBELLES EN DEVISES

Les passifs libellés en devises ne faisant pas partie de la zone euro représentent un montant total de 11.015,81 millions d'euros au 31 décembre 2007, contre 9.613,21 millions d'euros au 31 décembre 2006.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



**NOTE 7****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN****7.1 PASSIFS EVENTUELS**

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	113,04	94,47
Crédits documentaires	116,72	108,57
Contre-garanties	367,36	478,84
Autres	1.179,19	1.616,01
Total	1.776,31	2.297,89

Le poste 'Autres' inclut l'activité CDS (Credit Default Swap) qui est en augmentation constante depuis fin 2003.

Au 31 décembre 2007, le montant du passif éventuel de la Banque à l'égard d'entreprises liées s'élève à 9,12 millions d'euros (il n'y avait pas de passif éventuel à l'égard d'entreprises liées au 31 décembre 2006).

7.2. ENGAGEMENTS

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	6,21	8,00
Crédits confirmés, non utilisés	2.748,47	3.259,31
Règlement d'opérations au comptant	234,88	255,70
Autres	15,95	8,65
Total	3.005,51	3.531,66

Au 31 décembre 2007 les engagements de la Banque à l'égard d'entreprises liées s'élèvent à 0,18 millions d'euros, contre 0,57 millions d'euros au 31 décembre 2006.

b. Parmi les engagements qui ne sont repris ni au bilan, ni au hors-bilan, les engagements de la Banque de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 0,16 millions d'euros au 31 décembre 2007 et 2006.



7.3. INSTRUMENTS DERIVES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN

a. Analyse par échéance

Les opérations à terme liées aux taux de change, aux taux d'intérêts et à d'autres cours de marché, non encore dénouées à la date de clôture du bilan, se présentent de la façon suivante en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2007 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2007 en valeur notionnelle	Résultat net latent
<u>Opérations liées aux taux de change</u>						
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>						
Change à terme	10.185,29	-	-	-	10.185,29	-0,36
Cross-currency interest rate swaps *	25,30	105,96	254,67	524,43	910,36	-14,79
Options **	490,55	-	-	-	490,55	-
Autres	164,54	-	-	-	164,54	-
Total des opérations liées aux taux de change	10.865,68	105,96	254,67	524,43	11.750,74	-15,15
<u>Opérations liées aux taux d'intérêts</u>						
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>						
Interest rate swaps	7.036,72	11.913,04	14.256,81	5.141,11	38.347,68	25,35
Options **	4.042,73	-	-	-	4.042,73	-
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	11.079,45	11.913,04	14.256,81	5.141,11	42.390,41	25,35
<u>Opérations liées à d'autres cours du marché</u>						
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>						
Options **	1.659,77	-	-	-	1.659,77	-
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	1.659,77	-	-	-	1.659,77	-

Deloitte.

Deloitte SA
580, rue de Neudorf
L-2220 Luxembourg

Member of
Deloitte Touche Tohmatsu

**FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY**

31.12.2006 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2006 en valeur notionnelle	Résultat net latent
<u>Opérations liées aux taux de change</u>						
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>						
Change à terme	2.992,91	-	-	-	2.992,91	0,21
Cross-currency interest rate swaps *	49,67	110,66	361,72	639,83	1.161,88	-
Options **	257,99	-	-	-	257,99	2,34
Autres	441,55	-	-	-	441,55	-
Total des opérations liées aux taux de change	3.742,12	110,66	361,72	639,83	4.854,33	2,55
<u>Opérations liées aux taux d'intérêts</u>						
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>						
Interest rate swaps	9.116,01	12.496,77	16.986,72	5.263,21	43.862,71	26,06
Interest rate futures						
Options **	3.561,48	-	-	-	3.561,48	-144,53
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	12.677,49	12.496,77	16.986,72	5.263,21	47.424,19	-118,47
<u>Opérations liées à d'autres cours du marché</u>						
<i>Marché réglementé</i>						
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>						
Options **	1.141,50	-	-	-	1.141,50	1,43
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	1.141,50	-	-	-	1.141,50	1,43



* Le montant de la devise à livrer est renseigné (le montant de la devise à recevoir est renseigné au point 8.2.1)

** Seules les ventes d'options sont reprises (les achats sont repris au point 8.2.1)

Deloitte.

Deloitte SA
580, rue de Neudorf
L-2220 Luxembourg

Member of
Deloitte Touche Tohmatsu

**FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY**

Les opérations les plus courantes dans lesquelles interviennent les instruments dérivés sont :

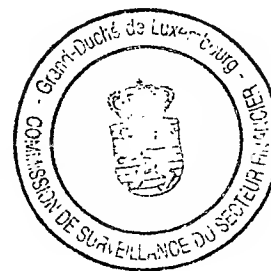
- le refinancement des actifs et passifs en devises par des swaps de change;
- la gestion du risque sur taux d'intérêt par l'utilisation d'IRS (Interest Rate Swaps) dans le cadre des émissions du programme EMTN, des actifs du portefeuille-titres et du portefeuille des crédits internationaux, ainsi qu'au niveau des activités de trésorerie;
- l'utilisation d'IRS, notamment d'OIS (Overnight indexed swaps) dans le cadre de l'activité de négociation sur les produits de taux d'intérêts dans les limites de marché et de crédit définis;
- la couverture d'options de rachat anticipatif émises par la Banque, dans le cadre de son programme EMTN, par l'achat d'options sur IRS (swaptions) permettant à la Banque de clôturer anticipativement l'IRS de couverture d'une émission EMTN en cas de remboursement de celle-ci avant échéance.

Aux 31 décembre 2007 et 2006, la Banque ne dispose pas d'instruments dérivés négociés sur le marché organisé .

7.4. SERVICES DE GESTION ET DE REPRESENTATION A DES TIERS

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.



**NOTE 8****RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU RISQUE DE CREDIT****8.1. ANALYSE DU RISQUE DE CREDIT DES ELEMENTS BILANTAIRES**

Actifs à risque 31.12.2007 en millions d'euros	Montant à risque brut *	Corrections de valeur	Montant à risque net de corrections de valeur	Garanties réelles	Montant à risque net de corrections de valeur et de garanties réelles
Eléments d'actif par nature de débiteur					
Secteur public	3.967,65	10,12	3.957,53	0,43	3.957,10
Etablissements de crédit	18.393,03	107,79	18.285,24	4.250,06	14.035,18
Etablissements financiers	1.044,39	17,89	1.026,50	632,64	393,86
Clientèle	14.022,48	199,38	13.823,10	6.175,55	7.647,55
Total	37.427,55	335,18	37.092,37	11.058,68	26.033,69

Actifs à risque 31.12.2006 en millions d'euros	Montant à risque brut *	Corrections de valeur	Montant à risque net de corrections de valeur	Garanties réelles	Montant à risque net de corrections de valeur et de garanties réelles
Eléments d'actif par nature de débiteur					
Secteur public	3.819,14	8,31	3.810,83	0,44	3.810,39
Etablissements de crédit	21.413,82	97,30	21.316,52	3.255,16	18.061,36
Etablissements financiers	723,48	42,21	681,27	371,46	309,81
Clientèle	12.772,24	151,20	12.621,04	6.364,31	6.256,73
Total	38.728,68	299,02	38.429,65	9.991,37	28.438,29

* Le montant à risque des instruments financiers de l'actif du bilan correspond au coût d'acquisition de ceux-ci.
Les éléments d'actif à risque n'intègrent pas de 'Credit Linked Notes' au 31.12.2007 (7,59 millions d'euros au 31.12.2006).

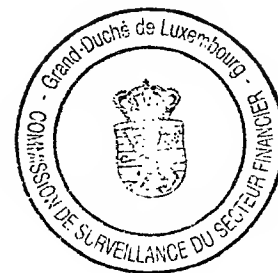
L'analyse et l'évaluation des risques sur clients débiteurs ainsi que des risques-pays se font sur base des perspectives économiques générales, des problèmes spécifiques dans certains pays et secteurs et de la situation financière propre de chaque débiteur. Tous les risques identifiés à la clôture ont été couverts adéquatement par le biais de corrections de valeur.

Les garanties réelles se décomposent de la façon suivante :

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Hypothèques (prêts au logement)	6.102,86	5.929,95
Opérations de prise en pension	3.482,98	4.750,05
Autres *	405,53	378,68
Total	9.991,37	11.058,68

* Les autres garanties sont constituées par des dépôts de titres ou des dépôts en espèces.

S'ajoutent à ces garanties réelles des garanties personnelles couvrant les risques sur éléments d'actif à concurrence de 4.221,94 millions d'euros au 31.12.2007 contre 5.332,00 millions d'euros au 31.12.2006.



8.2. ANALYSE DES INSTRUMENTS DERIVES

Instrument dérivés répartis en fonction des contreparties	Montant à risque net 31.12.2006 en millions d'euros	Montant à risque net 31.12.2007 en millions d'euros
Etablissements de crédit et financiers	43,86	111,20
Clientèle	0,53	12,86
Total	44,39	124,06

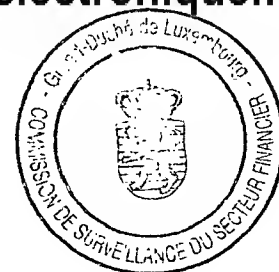
Le montant à risque net des instruments dérivés (hors-bilan) équivaut au total des coûts de remplacement actuels nets positifs calculés par contrepartie en tenant compte des contrats de compensation tels que définis ci-dessous. Ce montant ne reprend pas le coût de remplacement potentiel futur au sens de la circulaire CSSF 2000/10.

La technique de réduction du risque la plus répandue est celle représentée par les contrats incluant des clauses de compensation tels que les contrats ISDA ainsi que les contrats ISDA avec annexe CSA qui sont présentés au point 8.2.1.

8.2.1. ANALYSE DU RISQUE DE CREDIT POUR LES INSTRUMENTS DERIVES TRAITES HORS MARCHE ORGANISE EN FONCTION DES TYPES DE CONTRATS DE COMPENSATION

L'analyse du risque de crédit relatif aux instruments dérivés traités hors marché organisé en fonction du rating interne de la contrepartie est reprise ci-dessous.

La grande majorité des contreparties étant constituée par des établissements bancaires et financiers, l'attribution du rating interne à une contrepartie se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la rentabilité, les fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la Banque tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché et la qualité du management.



a. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2007 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
AAA - AA	3.324,16	11,49	9,03
A ⁺ - A	872,80	1,90	0,55
BBB ⁺ - BB ⁻	136,92	-	5,58
Total	4.333,88	13,39	15,17

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2006 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
AAA - AA ⁺	1.651,37	5,97	35,54
A ⁺ - A ⁻	417,95	2,34	4,75
BBB ⁺ - BB	0,22	-	0,01
Total	2.069,54	8,31	40,30

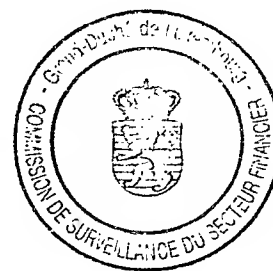
Les contrats-type 'ISDA' (International Swaps and Derivatives Association) sont des contrats qui contiennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties, mais qui ne prévoient pas de dépôt de garantie.

b. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA avec annexe CSA

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2007 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AA - AA ⁺	39.976,12	201,15	114,97	86,18	193,45
A ⁺ - A	3.986,23	36,91	25,28	11,63	44,66
BBB+	13,58	-	-	-	0,09
Unrated	1,82	-	-	-	-
Total	43.977,75	238,06	140,25	97,81	238,20

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2006 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AAA - AA ⁺	46.750,78	27,14	14,65	12,49	256,13
A ⁺ - A	3.149,48	23,06	0,00	23,06	27,51
Total	49.900,26	50,20	14,65	35,55	283,64

La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (Credit Support Annex) des contrats ISDA (International Swaps and Derivatives Association Inc.) avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des instruments dérivés. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation quotidienne des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats dépasse un certain seuil.



c. **Contreparties avec lesquelles la Banque n'a pas signé de contrat de compensation**

	Rating Interne de la contrepartie	Montant notionnels en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
31.12.2007	Unrated	1.131,69	12,86	0,74
31.12.2006	Unrated	1.008,67	0,53	0,00

* Les coûts de remplacement nets négatifs ne constituent pas un risque de crédit, mais traduisent une charge que la Banque devrait régler en cas de clôture prématurée des contrats dérivés. Etant donné que l'usage des instruments dérivés est destiné à la couverture d'opérations de bilan (voir à ce sujet le commentaire du tableau 7.3), les coûts de remplacement négatifs se traduisent du côté de l'instrument couvert (poste bilantaire) par des plus-values d'évaluation.

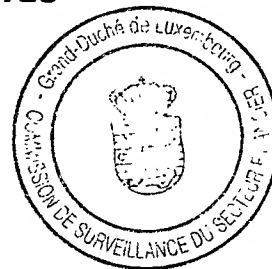
NOTE 9**RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES****9.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHÉ GEOGRAPHIQUE**

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

9.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres produits d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque	2,52	2,54
Recettes générées par l'ancien portefeuille de la Caisse d'Assurances de la Banque	0,42	0,10
Décompte de TVA	2,52	2,22
Bénéfice sur vente de participations	15,17	0,52
Autres	5,71	6,29
Total	26,34	11,67

**Deloitte.**

Deloitte SA
560, rue de Neudorf
L-2220 Luxembourg

Member of
Deloitte Touche Tohmatsu

**FOR IDENTIFICATION
PURPOSES ONLY**

9.3. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres charges d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Dotation de l'exercice à la provision AGDL	18,11	18,49
Régularisation d'intérêts relatifs aux exercices antérieurs	8,30	0,00
Autres	0,61	1,39
Total	27,02	19,88

9.4. IMPOTS SUR LE RESULTAT PROVENANT DES ACTIVITES ORDINAIRES

A partir de l'exercice 1998 et jusqu'à l'exercice 2001, la Banque a imputé l'impôt sur la fortune, dû pour ces mêmes années d'imposition, sur l'impôt sur le revenu des collectivités. A compter de l'exercice 2002, la charge d'impôt sur la fortune a été directement réduite en conséquence.

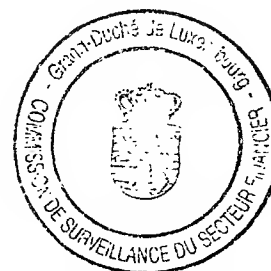
Afin de bénéficier de cet allègement de charge fiscale, la Banque s'engage à inscrire, avant la clôture de l'exercice qui suit l'imputation, à un poste de réserve un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé, et à maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent l'année de l'imputation.

Si cette réserve n'est pas maintenue jusqu'à la fin de cette période quinquennale (pour une raison autre que l'incorporation au capital), la charge fiscale sera augmentée pour l'année d'imposition en question à raison d'un cinquième du montant de la réserve utilisée.

9.5. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Au cours de l'exercice 2007, la Banque a réalisé un résultat exceptionnel à hauteur de 1,58 millions d'euros lors de la vente d'un immeuble (il n'y avait pas de produit exceptionnel au 31 décembre 2006).



**NOTE 10****AUTRES RENSEIGNEMENTS****10.1. PERSONNEL**

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 2007 s'établit comme suit:

	31.12.2006	31.12.2007
Direction	5	5
Agents	1.770	1.780
<i>dont: Cadres supérieurs</i>	213	231
Total	1.775	1.785

10.2. ORGANES

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 2007 se ventilent de la façon suivante:

		31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Organe d'administration	(9 administrateurs)	0,12	0,12
Organe de direction	(5 directeurs)	0,79	0,80
Total		0,91	0,92

b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 2007 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présente comme suit:

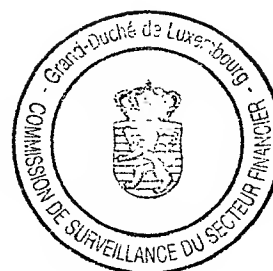
		31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Organe de direction	(5 directeurs)	0,41	0,25
Total		0,41	0,25

10.3. HONORAIRES DU CONTROLEUR LEGAL DES COMPTES

Les honoraires (hors TVA) facturés à la Banque par le contrôleur légal des comptes et son réseau se présentent comme ceci :

		31.12.2006	31.12.2007 en millions d'euros
Contrôle légal des comptes annuels		0,38	0,44
Autres services		0,05	0,08
Total		0,43	0,52

Les honoraires ont été provisionnés sur l'année pour laquelle ils sont encourus.



ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

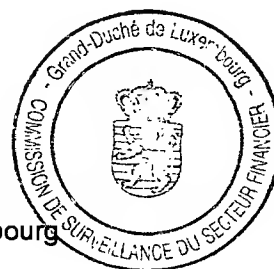
CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald
VICE-PRESIDENT	M. Gaston REINESCH	Administrateur général, Ministère des Finances, Schiffange
ADMINISTRATEURS	M. Georges DENNEWALD	Représentant du personnel, Kehlen
	M. Paul ENSCH	Directeur, Chambre des Métiers, Mersch
	M. Patrick GILLEN	Directeur du Contrôle financier, Ministère des Finances, Dudelange
	M. Jean HAMES (jusqu'au 01.07.2007)	Représentant du personnel, Luxembourg
	M. Paul HUSS (à partir du 01.07.2007)	Représentant du personnel, Oberanven
	M. Patrick NICKELS	Conseiller de direction 1 ^{ère} classe, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Dudelange
	M. Georges SCHMIT	1 ^{er} Conseiller de gouvernement, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Heffingen
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller à la Chambre de Travail, Howald

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Jean GUILL

Directeur du Trésor, Luxembourg



COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT

M. Jean-Claude FINCK

Directeur Général, Foetz

MEMBRES

M. Michel BIREL

Directeur Général adjoint, Moutfort

M. Gilbert ERNST

Directeur, Luxembourg

M. Jean-Paul KRAUS

Directeur, Bertrange

M. Guy ROSSELJONG

Directeur, Moutfort

REVISEUR EXTERNE

Deloitte SA

Réviseur d'entreprises

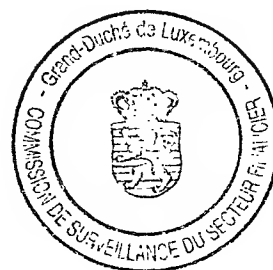
Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 19 mars 2008

Luxembourg, le 19 mars 2008

Pour le Conseil d'administration

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a vertical stroke.

Victor ROD
Président

**CHIFFRES CLES EN EUROS**

	2005	2006	2007 en milliers d'euros	Variation en % 2007/2006
SOMME DU BILAN	39.319.460	40.882.768	39.421.709	-3,6%
Dettes envers les établissements de crédit	10.753.797	11.265.980	8.986.560	-20,2%
Dettes envers la clientèle	16.976.835	18.258.559	19.262.730	+5,5%
Dettes représentées par un titre	8.433.630	8.063.033	7.783.914	-3,5%
Créances sur les établissements de crédit	12.700.547	11.903.960	9.896.209	-16,9%
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale	3.158.537	2.666.411	2.725.943	+2,2%
Créances sur la clientèle	8.941.726	9.227.779	10.755.127	+16,6%
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	12.386.686	14.260.329	13.202.568	-7,4%
FONDS PROPRES DE BASE (1) (tier 1 capital)	1.348.514	1.436.564	1.527.608	+6,3%
PRODUIT BANCAIRE (2)	376.339	402.609	423.912	+5,3%
Frais généraux totaux (3)	237.996	244.272	250.131	+2,4%
BENEFICE NET	99.754	109.050	117.045	+7,3%
CASH-FLOW (4)	149.431	159.974	178.404	+11,5%
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES	13,08%	12,15%	11,60%	-
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES (TIER 1 CAPITAL)	9,33%	9,29%	9,39%	-
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en nombre de contrats)	1.760,0	1.767,5	1.777,5	+0,6%
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en unités de travail)	1.580,5	1.586,0	1.602,5	+1,1%

- (1) Capital, réserves, fonds pour risques bancaires généraux, bénéfice net de l'exercice après distribution à affecter aux réserves moins actifs incorporels
- (2) Résultat net sur intérêts et revenus assimilés, produit de valeurs mobilières à revenu variable, résultat net sur commissions, résultat provenant d'opérations financières, autres produits et charges d'exploitation
- (3) Frais généraux administratifs plus corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels
- (4) Bénéfice net plus corrections de valeur nettes et dotations au fonds pour risques bancaires généraux

Enregistré à Luxembourg - Sociétés,

Le 30 AVR. 2008

Référence: LSO CP1 09708

Reçu (€):

Droit d'Enregistrement: 12.-€

Droit de timbre 100€

Total 112€

Le Receveur,